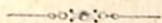


## SITUATION ACTUELLE DE LA QUESTION BALKANIQUE <sup>1</sup>



Depuis que mon livre sur la péninsule des Balkans a paru, l'attention du monde entier s'est fixée sur cette région, avec une anxiété croissante. On craignait qu'il ne s'y produisît entre la Russie et l'Autriche un choc qui aurait mis en armes et aux prises tous les peuples de l'Europe et de l'Asie septentrionale, depuis l'Etna jusqu'au cap Nord et depuis l'Atlantique jusqu'aux rivages lointains de l'océan Pacifique et aux bouches de l'Amour. Comment ce qui se passe en Bulgarie, dans cette partie si écartée de notre continent, peut-il à ce point menacer la paix, que tous les peuples et même, semble-t-il, tous les souverains désirent également maintenir? C'est que nous touchons à un moment de l'histoire où vont se décider les destinées de l'Orient et, par suite, celles de l'Europe tout entière.

La Russie a affranchi la Bulgarie au prix d'immenses sacrifices en hommes et en argent. Peut-elle souffrir que ce jeune pays, dont elle comptait faire l'avant-garde de sa marche en avant vers la Méditerranée, échappe complètement à son influence et devienne l'allié de sa rivale l'Autriche-Hongrie? L'instant est décisif. Deux éventualités se présentent : ou bien la Bulgarie se constitue en dehors de l'influence russe, et malgré la Russie, et plus tard sous les auspices de la Hongrie se forme une fédération balkanique, que la Roumanie défend dans le camp retranché créé en ce moment à Bucharest, ou bien la Bulgarie devient la vassale et le poste avancé de l'empire moscovite. Dans le premier

<sup>1</sup> Cette étude formera l'introduction de la seconde édition de *Les Balkans* que notre éminent collaborateur fera prochainement paraître à la librairie européenne C. Muquardt.

cas, Constantinople et les rives de la mer Égée échappent définitivement à la Russie et ce n'est plus que dans les plaines illimitées de l'Asie qu'elle peut s'étendre. Dans le second cas, la Bulgarie russifiée et un jour agrandie entraîne la Serbie, prend à revers la Bosnie et, de Philippopoli, domine le Bosphore; l'occupation de Constantinople par une armée bulgaro-russe est tôt ou tard inévitable. Deux fois déjà, les armées russes sont parvenues presque en vue de la Corne-d'Or, et pourtant leur base d'opération était alors l'Ukraine et elles devaient s'avancer, d'étape en étape, en franchissant la Moldavie, le Danube et les Balkans. Partant de la Roumélie, elles arriveraient en quelques jours à la mer de Marmara et au Bosphore. Il ne faudrait pas longtemps pour que la Péninsule, slave de race et orthodoxe de religion, devînt, comme la Finlande, une dépendance du grand empire du Nord. La Grèce pourrait-elle alors conserver son indépendance? Et quel serait le sort réservé à l'Autriche-Hongrie, dont les populations slaves, plus nombreuses que toutes les autres réunies, résisteraient difficilement à l'attraction presque irrésistible qu'exerce aujourd'hui le principe des nationalités?

Quand on réfléchit aux termes du problème, on comprend qu'il doit exister un antagonisme irréconciliable entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Pour les deux empires, des intérêts vitaux sont en jeu. Pour la Russie, il s'agit de son expansion vers le Midi et pour l'Autriche-Hongrie de son existence même. Il faudra des deux côtés beaucoup de modération, de prudence et d'égards réciproques, si l'on veut éviter la lutte.

La cause des complications actuelles se trouve dans le traité de Berlin, qui a coupé la Bulgarie en trois tronçons, malgré les vœux de ses habitants et au mépris des convenances géographiques et ethniques du pays. Toutes les occasions d'agitation et de conflit auraient été prévenues si, par un manque impardonnable de prévoyance, l'Angleterre et l'Autriche n'avaient pas forcé l'Europe à déchirer le traité si sage de San-Stéfano obtenu par les victoires de la Russie.

Résumons les événements qui ont amené la situation

actuelle et l'attitude qu'y ont prise les différentes puissances.

Quand je visitai la Bulgarie et la Roumémie, on songeait déjà à réunir ces deux fragments de la commune patrie; seulement les uns, les libéraux, voulaient attendre, tandis que les autres, les radicaux, entendaient précipiter le mouvement.

Dans tout le cours de l'année 1884, il y eut en Roumémie des meetings très nombreux et très enthousiastes en faveur de l'Union. Les Russes, les russophiles et même les consuls de Russie y prenaient part ou les encourageaient ouvertement.

En même temps s'étaient formés, dans les principales villes des deux Bulgaries, des comités macédoniens ayant pour but de secourir les réfugiés de la Macédoine et de réclamer les réformes promises à ce malheureux pays par le traité de Berlin. Dans l'été de 1885, les chefs de ces comités, entre autres MM. Zacharie, Stoyanoff et D. Rizoff, se décidèrent à lancer le mouvement en Macédoine; mais ayant appris qu'ils ne seraient pas soutenus par la Russie, ils crurent devoir utiliser les forces dont ils disposaient pour faire la révolution en Roumémie. Ils trouvèrent un appui dévoué chez deux officiers très patriotes et très influents, le capitaine Panitza et le major Nikolaïeff, son beau-frère. Ils sondèrent le consulat de Russie et les chefs militaires, et ne rencontrèrent nulle opposition.

On se rappelle comment le gouverneur Christovitch fut enlevé et la révolution faite en une seule nuit (19 septembre 1885), sans nulle violence et sans résistance. Ce n'était que l'accomplissement du vœu de la population tout entière. Le dénouement était prévu et croyait pouvoir compter sur l'approbation sans réserve de la Russie.

Le prince Alexandre n'avait pu être instruit d'avance de ce coup de main <sup>1</sup>, puisque tout avait été improvisé, et il avait pu, en toute sincérité, garantir à M. de Giers, qu'il avait rencontré en Allemagne, le maintien de l'ordre établi. Mais trou-

<sup>1</sup> D'après un renseignement sûr, il aurait été instruit de ce qui se préparait sept jours à l'avance, mais il n'avait aucun moyen d'empêcher le mouvement en Roumémie.

vant, à sa rentrée dans le pays, la révolution faite, il avait dû l'accepter, et dans une proclamation datée de Tirnova, le 19 septembre, il reconnut l'union, en prenant le titre de prince de la Bulgarie du Nord et du Sud.

Aussitôt se révéla l'opposition entre l'Angleterre et la Russie. Faisant toutes deux complètement volte-face, la première approuva l'union, qu'elle avait tant combattue à Berlin, et la seconde l'attaqua, alors qu'elle avait failli risquer la guerre pour la maintenir cinq ans auparavant.

Dans une note collective en date du 13 octobre, les puissances déclarent « qu'elles condamnent cette violation du traité et qu'elles comptent que le sultan fera tout ce qu'il pourra, sans abandonner ses droits de souveraineté, pour ne pas faire usage de la force dont il dispose ». Dans la conférence des ambassadeurs, qui se réunit le 5 novembre à Constantinople, la Russie se montra complètement hostile à l'union des deux Bulgaries. Contrairement aux intentions des autres puissances, elle alla même jusqu'à pousser la Porte à s'y opposer par les armes.

L'Angleterre était représentée alors en Turquie par un diplomate éminent, plein d'esprit et de ressources et connaissant à fond les hommes et les choses de l'Orient, sir William White. Il parvint à empêcher toute résolution décisive au sein de la conférence, et, en même temps, il ménagea une entente directe entre le prince Alexandre et la Porte, qui n'avait nulle envie d'intervenir en Roumélie.

L'Autriche et l'Allemagne avaient accepté, dès le début, l'union des deux Bulgaries comme un fait accompli. Le 22 septembre, le comte Kálnoky disait à l'ambassadeur anglais à Vienne : « La reconnaissance par le prince Alexandre de la souveraineté du sultan est importante, parce qu'elle facilite la conduite à suivre par la Porte, si elle est disposée à reconnaître le changement qui s'est effectué. Ce n'est pas l'union des deux provinces que chacun attendait tôt ou tard, mais la façon dont elle s'est faite qui a soulevé des objections. » (*Blue Book* anglais, Turkey, I, n° 53.)

Le prince de Bismarck arrêta net toute velléité d'interven-

tion militaire turque qui aurait pu se produire. « Je viens de voir M. Thielman, le chargé d'affaires allemand, écrit sir William White le 25 septembre, et il m'informe qu'il a reçu du prince de Bismarck des instructions à l'effet de dissuader les Turcs de passer la frontière. Depuis le début, le sultan est disposé à s'abstenir ». (*Blue Book*, I, n° 50.)

Lorsque plus tard un accord intervint entre la Porte et le prince Alexandre, l'Autriche et l'Allemagne n'y firent d'objection que parce qu'on n'avait pas assez tenu compte des vœux des populations. Le comte Kálnoky dit à l'ambassadeur anglais à Vienne « que cet accord pourrait être notifié avec avantage dans le sens d'une extension plutôt que d'une restriction, afin d'amener un règlement final satisfaisant, et il citait la clause nommant le prince Alexandre gouverneur général de la Roumélie pour cinq ans, alors qu'il aurait fallu le nommer à vie. Il exprima l'opinion que l'arrangement devait être de nature à satisfaire les populations de la Bulgarie et de la Roumélie, aussi bien que le prince, afin d'éviter une nouvelle agitation. » (*Blue Book*, II, n° 133.)

Tandis que l'Autriche et l'Angleterre, entièrement d'accord, et même l'Allemagne et l'Italie, acceptaient comme inévitable l'union des deux Bulgaries et que la Porte s'y résignait, la Russie la combattit avec acharnement, contrairement aux sentiments de la nation russe, car nous voyons dans le *Blue Book* anglais (*B. B.*, I, n° 161) que les officiers russes à Philippopoli applaudirent à la révolution du 18 septembre, jusqu'au moment où des instructions en sens contraire leur arrivèrent.

Dans ses conversations avec le ministre anglais à Saint-Pétersbourg, M. de Giers soutenait, en contradiction avec les faits connus de tous, « que l'union n'était nullement réclamée par le sentiment national et que la décision des Bulgares de mourir pour la patrie et leur enthousiasme patriotique étaient des inventions de la presse. » (*B. B.*, I, n° 402.) Il insistait sans cesse sur le respect absolu du traité de Berlin et sur le rétablissement du *status quo ante*. (*B. B.*, n° 411 et 495.) « En résumé, dit sir R. Morier, le gouvernement russe est décidé à

s'opposer à la réunion des deux provinces, sous n'importe quelle forme. » (*B. B.*, I, n° 529.)

Dans la séance de la conférence du 25 novembre, l'ambassadeur de Russie, M. de Nélidoff, demanda que la base de toutes les délibérations fût « le rétablissement de l'ordre, en conformité avec les stipulations du traité de Berlin », ce qui impliquait un veto absolu à l'union des deux Bulgaries.

Quelques jours plus tard, le consul de Russie à Philippopoli menaça les notables rouméliotes de l'intervention des troupes turques, s'ils n'acquiesçaient pas immédiatement aux demandes de la Porte. Les notables répondirent fièrement qu'ils repousseraient les Turcs et qu'ils avaient sur la frontière une armée de 70,000 hommes prête à combattre quiconque passerait leur frontière. (*B. B.*, II, n° 57.)

Pourquoi la Russie persista-t-elle à défendre seule le traité de Berlin, qu'elle avait tant maudit, et à combattre la réalisation du but principal de son traité de San-Stéfano?

Les journaux russes ont prétendu que l'empereur Alexandre a pris cette attitude pour prouver à tous qu'il n'avait ni encouragé ni approuvé la révolution rouméliote, mais chacun savait que le mouvement avait été improvisé sur place et à l'insu de toutes les chancelleries. Le 20 septembre, le comte Kálnoky dit à l'ambassadeur anglais à Vienne : « Ce mouvement a été préparé en Bulgarie, mais sans la connivence et sans la connaissance du czar ou du gouvernement russe, qui ont été aussi surpris que nous. » (*B. B.*, I, n° 9.)

Le 10 octobre, M. Tisza, répondant dans le Parlement hongrois à une interpellation du député Szilagyi, s'exprima ainsi : « Nous savions qu'il existait en Bulgarie une aspiration vers l'union des deux provinces. Cette aspiration était bien connue de tous ceux qui suivaient les événements dans ce pays. L'an dernier, quand ce mouvement s'accentua, plusieurs des grandes puissances intervinrent pour maintenir le *statu quo*, mais ni nous, ni aucun autre gouvernement ne prévoyait ce qui devait arriver le 18 septembre, à la suite d'une conspiration et d'une révolution. »

La Russie elle-même savait que le prince Alexandre n'y

était pour rien. Car le 21 novembre M. de Giers dit au ministre anglais à Saint-Petersbourg « que la révolution n'avait pu être ni préparée ni exécutée par le prince de Bulgarie, parce qu'il n'avait pas les capacités nécessaires pour conduire une entreprise de cette importance ». (*B. B.*, I, n° 74.)

Les Russes accusent le prince de Battenberg de s'être montré ingrat envers la Russie et d'avoir adopté à son égard une politique hostile. Il n'en est rien : le prince n'avait aucun intérêt à se brouiller avec le czar, mais il n'avait pu se résoudre à être le très humble serviteur des deux proconsuls russes, les généraux Kaulbars et Soboleff, qui entendaient lui imposer leur volonté de la façon la plus impérieuse et la plus insolente. Les officiers et les fonctionnaires russes avaient provoqué une grande irritation d'abord, parce qu'ils ne cachaient par leur dédain pour la manière de vivre simple et rustique de leurs protégés, et ensuite parce que leurs dépenses extravagantes offensaient les sentiments d'économie des Bulgares, qui savaient que cet argent si follement gaspillé était le leur.

Le véritable motif de l'opposition du czar à l'union des deux Bulgaries semble être celui-ci. La Russie, en affranchissant la Bulgarie au prix d'une guerre très coûteuse et très meurtrière, avait espéré que cette province, bientôt russifiée, serait restée entièrement sous sa dépendance, comme la Bosnie sous celle de l'Autriche. Les troupes bulgares, exercées et commandées par des officiers russes, devaient former un ou deux corps de sa propre armée. L'assimilation semblait d'autant plus facile, que la langue bulgare est de tous les dialectes slaves celui qui se rapproche le plus du russe, et que le clergé et les paysans — lesquels constituent presque toute la population — étaient entièrement dévoués « au Czar libérateur ».

Mais la Russie se montra très malhabile. Elle traitait les Bulgares et leur prince en moudjiks. Elle provoqua ainsi une résistance qui alla grandissant et qui devait fortifier la révolution du 18 septembre, faite par le parti démocratique. Elle craignait que la Bulgarie, unifiée sans son appui et à son insu, ne devînt un État renfermant tous les éléments d'un

développement libre et autonome, qui, comme la Roumanie, entendrait défendre son indépendance et ne voudrait à aucun prix devenir la vassale du despotisme moscovite. Elle se persuada que son intérêt lui commandait de s'opposer, par tous les moyens, à l'unification de la nationalité bulgare; ne comprenant pas qu'elle luttait contre un mouvement irrésistible et qu'elle sacrifiait ainsi parmi ses frères du Sud sa popularité si chèrement acquise.

La Serbie, voyant la Bulgarie menacée par la Porte et abandonnée par la Russie, crut le moment opportun pour lui enlever quelques districts du côté de Trn et de Widdin, en invoquant le respect du traité de Berlin et l'équilibre des forces dans la Péninsule. On se rappelle cette courte campagne, où l'armée bulgare et le prince Alexandre déployèrent des qualités militaires qui surprirent toute l'Europe. A Slivnitza, le corps d'invasion serbe, deux fois plus nombreux que les milices bulgares, est repoussé le 15 novembre après deux jours de combats acharnés.

Du 20 au 28 novembre, le prince Alexandre conduit ses troupes victorieuses à travers le col du Dragoman à Pirov, qui est pris d'assaut, et il marchait sur Nisch, quand le ministre d'Autriche l'arrêta, en le menaçant de faire avancer un corps autrichien. Le 2 décembre est conclu un armistice qui est converti en un traité de paix signé à Bucharest le 3 mars par M. Mijatovitch au nom de la Serbie, par M. Guéchoff au nom de la Bulgarie, et par Madgid-Pacha au nom de la Turquie.

Le prince de Battenberg fit ce qu'il put pour se réconcilier avec le czar. Il alla jusqu'à attribuer le mérite de ses victoires aux instructeurs russes qui avaient formé son armée. Tout fut inutile : rien ne put apaiser les rancunes de l'empereur Alexandre. Le prince alors se retourna vers la Porte, et un accord se fit. Il fut reconnu gouverneur général de la Roumanie, avec l'approbation de la conférence des ambassadeurs.

Aux élections pour l'Assemblée générale des deux Bulgaries, l'opposition n'obtint que dix nominations sur quatre-vingt-neuf, malgré les intrigues russes.



La proclamation de l'unité bulgare, qui eut lieu le 17 juin 1886, fut saluée avec un enthousiasme patriotique et dans la Sobranié et dans tout le pays. Les trente membres turcs du Parlement votèrent tous pour la réunion, et dans la guerre contre la Serbie, les soldats musulmans furent les premiers à se rendre à la frontière pour défendre la commune patrie; ce qui prouve que les Turcs n'avaient nullement à se plaindre du gouvernement bulgare et qu'ils ne regrettaient pas l'administration ottomane.

On n'a pas oublié les événements qui suivirent : le prince arrêté, la nuit du 21 août, dans son palais à Sophia, par une bande d'officiers mécontents que soudoyait l'or russe, ainsi qu'osa le dire hautement lord Salisbury à un banquet du lord-maire (9 novembre 1886), en présence de l'ambassadeur de Russie; le prince rappelé par l'armée et par le peuple, reçu en triomphe dans sa capitale, et essayant de fléchir le czar, à force de condescendance et d'humilité, puis désespérant de pouvoir résister à l'hostilité implacable de la Russie et quittant le pays; la régence nationale maintenant l'ordre, malgré les tentatives d'insurrection tentées de différents côtés, grâce aux intrigues et à l'argent de la Russie, qui ne rougit pas de prendre sous sa protection des traîtres pires que les nihilistes, puisqu'ils avaient trahi leur pays et fait prisonnier leur souverain légitime; la tournée du général Kaulbars, où l'odieux se mêle au ridicule; ce représentant d'une puissance étrangère haranguant la foule, échangeant des injures avec les assistants dans les meetings, poussant les officiers à la révolte, et enfin obligé de s'en retourner, après avoir constaté son impuissance; plus tard, le prince de Saxe-Cobourg élu malgré les protestations menaçantes de la Russie et l'opposition de commande de la Porte, et le nouveau régime sanctionné par le vote presque unanime de l'Assemblée nationale.

A plusieurs reprises, on avait cru qu'un conflit était inévitable. Le général Kaulbars avait annoncé que si les Bulgares ne se soumettaient pas à ses volontés, les Cosaques viendraient les mettre à la raison. Des canonniers russes croi-

saient devant Bourgas et Varna, et des troupes russes se massaient sur les bords de la mer Noire. Mais le comte Kálnoky à Vienne et le ministre Tisza à Pesth firent entendre, au sein de leur Parlement, un langage si net et si tranchant qu'on dut croire qu'il ne serait pas désavoué par l'Allemagne.

Au mois d'octobre 1886, M. Tisza s'exprima ainsi : « Lorsque j'ai eu pour la première fois, en 1868, l'occasion de me prononcer sur la question d'Orient, j'ai déclaré que s'il se produisait des changements dans cette région, nos intérêts exigeaient que les populations qui habitent ces pays devinssent des États indépendants. Je pense, comme notre ministre des affaires étrangères, que cette solution est encore aujourd'hui celle qui répond le mieux aux intérêts de notre monarchie et que celle-ci, repoussant toute idée d'agrandissement ou de conquête, doit employer tous ses efforts et toute son influence à favoriser le développement de ces États et à empêcher l'établissement, non admis par les traités, du protectorat ou de l'influence prépondérante d'une puissance étrangère dans la presque île des Balkans... Le gouvernement s'en tient à l'opinion déjà plusieurs fois exprimée par lui que, d'après les traités existants, aucune puissance n'est autorisée à prendre dans la péninsule des Balkans l'initiative d'une action armée isolée, non plus qu'à placer cette région sous son protectorat, et qu'en général toute modification dans la situation politique ou dans les conditions d'équilibre dans les pays balkaniques ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un accord des puissances signataires du traité de Berlin. »

Le 13 novembre, au sein de la commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise siégeant à Pesth, le comte Kálnoky parla d'une façon non moins nette, faisant de plus allusion aux alliances sur lesquelles il croyait pouvoir compter : « Tant que le traité de Berlin est en vigueur, dit-il, les intérêts de l'Autriche-Hongrie seront en sécurité, et si nous étions forcés d'intervenir pour faire respecter ce traité, nous pourrions compter sur la sympathie et sur le concours de toutes les puissances qui sont décidées à maintenir les traités européens. L'an dernier, j'ai dit que l'union de la

Bulgarie et de la Roumélie n'était pas contraire à nos intérêts et que c'était la Turquie qui avait négligé de restaurer en Roumélie l'autorité qui lui était garantie par le traité de Berlin. Si cependant la Russie avait pris prétexte de cette union pour envoyer un commissaire en Bulgarie et pour y prendre en mains les rênes du gouvernement, et si elle avait pris des mesures pour occuper les ports ou le pays tout entier, nous aurions, quoi qu'il pût arriver, pris une décision. Mais le gouvernement crut qu'il était nécessaire d'abord de prévenir des actes semblables, et c'est dans ce sens que nous avons agi. Je pense qu'il est désirable que les discussions de nos Délégations montrent que personne dans notre monarchie ne veut la guerre. Tous nous désirons la paix, mais point cependant à tout prix. »

Ces paroles de MM. Kálnoky et Tisza signifiaient clairement qu'une intervention armée de la Russie en Bulgarie serait un *casus belli*. Elles répondaient au sentiment général de l'Autriche-Hongrie, car les deux présidents élus des Délégations, M. Smolka pour la Cisleithanie, et M. Tisza, le frère du ministre, pour la Transleithanie, avaient, à l'ouverture des séances, prononcé des discours encore plus fermes et même plus belliqueux. « Les peuples de la monarchie, et en première ligne les Hongrois, avait dit M. Tisza, pensent avec raison que les grands intérêts qu'a le pays en Orient ne sauraient, à aucun prix, être abandonnés et qu'il faudrait les sauvegarder, dût-on même pour cela affronter un conflit armé. » De son côté, M. Smolka, après avoir constaté que l'empereur François-Joseph a su maintenir la paix, avait posé la question de savoir si, en présence des graves événements extérieurs, cette même paix est assurée pour l'avenir, et il avait répondu en élevant des doutes à cet égard. « Fidèle à sa tradition, avait ajouté M. Smolka, la Délégation, cette fois encore, ne se refusera pas à reconnaître que maintenant, plus que jamais, il convient de tout mettre en œuvre pour que l'Autriche-Hongrie soit à même de prendre, dans le conseil des nations, la place qui impose le respect à laquelle elle a droit, de telle sorte qu'on sache bien que ses peuples loyaux sont fermement

résolus à sauvegarder, quoi qu'il arrive, sa haute situation, à la défendre par tous les moyens, même par l'*ultima ratio*. »

Dans son discours du 13 novembre, le comte Kálnoky avait clairement fait entendre qu'en barrant le chemin à la Russie, il pouvait compter sur l'appui de l'Angleterre et de l'Italie. « Les vues identiques, avait-il dit, du gouvernement anglais, au sujet de l'importante question européenne engagée en ce moment, et son désir de maintenir la paix nous permettent d'espérer que l'Angleterre se joindrait aussi à nous, en cas de nécessité. »

Quant à l'Italie, il avait insisté sur les relations amicales existant entre ce pays et l'Autriche-Hongrie et il avait admis « toute l'importance des intérêts de l'Italie comme puissance méditerranéenne, qui ne pouvait voir sans s'émouvoir un changement dans la balance des pouvoirs en Orient. L'Italie, de son côté, comprenait qu'il était nécessaire de garantir les intérêts de l'Europe en Orient et elle comptait que l'entente politique actuelle se maintiendrait, au grand avantage de leurs intérêts respectifs ».

Le comte Kálnoky n'hésitait pas à dire que, « si l'Autriche-Hongrie était obligée d'intervenir d'une façon décidée en Orient, son programme trouverait des adhérents et des appuis et serait soutenu par toutes les puissances. »

Il parlait des intérêts communs qui unissaient l'Allemagne et l'Autriche et qui étaient la base de leur amitié, sans toutefois qu'aucun des deux États eût renoncé à son action indépendante au point de devoir soutenir en tout son allié. Mais en ce qui concernait la Bulgarie, il n'existait pas entre les deux cabinets la moindre divergence d'opinion, mais au contraire des sentiments les plus amicaux de confiance réciproque. »

La Russie, voyant se dresser devant elle une coalition de toutes les puissances, la France exceptée, crut prudent de ne pas envoyer en Bulgarie les Cosaques annoncés par le général Kaulbars. Elle avait donc fait une déplorable campagne; car, outre le désagrément d'une retraite tardive et maladroite, elle s'était aliéné les sympathies des populations qui lui devaient

leur indépendance. Les leçons de l'histoire profitent peu, car la Russie avait précédemment commis la même faute en Serbie. Après avoir obtenu pour les Serbes, en 1820, une indépendance presque complète, elle entretint dans le pays une agitation permanente, afin de le forcer de se jeter dans ses bras. A force d'or, elle suscita une série de conspirations et de rébellions et elle força successivement Milosch, le prince Michel et Alexandre Kara-George à abdiquer et à se réfugier en Autriche. Fatigués de ces intrigues, les Serbes finirent par se soustraire complètement à l'influence de la Russie, et quoique récemment ce soit aux victoires russes que la Serbie doive ses derniers agrandissements, ce n'est pas à Saint-Pétersbourg que Belgrade demande ses inspirations.

La Russie veut-elle faire de la Bulgarie une province vassale, alors il faut y envoyer régner une de ses créatures, appuyée sur des régiments moscovites. Si le prince jouit d'une certaine indépendance et s'il n'est soutenu que par des troupes bulgares, il devra agir dans l'intérêt du pays, ou il sera renversé par ses sujets. S'il doit, au contraire, obéir aux instructions du czar, la pratique du régime constitutionnel sera impossible. Même avec le secours du coup d'État, le prince de Battenberg n'a pu continuer à gouverner en opposition avec les sentiments et les vœux du pays. Ce que veut la Russie ne peut être obtenu que par une occupation permanente.

En présence d'une semblable éventualité, quelle serait l'attitude des puissances?

La Turquie, par déférence pour la Russie, peut bien envoyer au prince Ferdinand la déclaration qu'il règne à Sophia contrairement au traité de Berlin; mais le sultan comprend qu'il ne peut tolérer les aigles russes en Roumélie sans avoir à se préparer à passer bientôt en Asie. L'Autriche et surtout la Hongrie ne souffriront jamais que la Bulgarie devienne une dépendance de la Russie. Les deux ministres dirigeants Kálnoky et Tisza ont déclaré avec une netteté presque menaçante qu'ils s'y opposeraient par les armes. On parle parfois d'un partage qui pourrait se faire entre les deux

empires qui se disputent la péninsule balkanique, l'Autriche prenant la moitié occidentale avec Salonique et la Russie la moitié orientale avec Constantinople. Mais la position de l'Autriche ne serait pas tenable. Un des écrivains militaires russes les plus capables, le général Fadéeff, a dit que le chemin qui va de Moscou à Constantinople passe par Vienne. Rien n'est plus vrai. L'Autriche devra être réduite à l'impuissance avant qu'elle permette que la Russie occupe les rives du Bosphore.

Si l'Autriche intervenait pour empêcher l'entrée des Russes en Bulgarie, sur quels alliés pourrait-elle compter? Le traité d'alliance austro-italo-allemand, que M. de Bismarck a cru bon de publier récemment, n'oblige l'Allemagne et l'Italie à venir au secours de l'Autriche que si elle était attaquée par la Russie; et on ne peut soutenir qu'en occupant la Bulgarie, la Russie attaquerait l'Autriche. Dans son discours du 6 février dernier (1888), M. de Bismarck semble avoir fait entendre que, dans ce cas, l'Allemagne ne devrait pas secourir son alliée. « Y aurait-il, a dit le chancelier, des difficultés si la Russie voulait faire valoir ses droits en Bulgarie à main armée? Je n'en sais rien, et cela ne nous regarde pas. Nous n'allons ni appuyer ni conseiller l'action violente et je ne crois pas qu'on y soit disposé. Je suis même à peu près sûr que cette disposition n'existe pas. » En outre, contrairement à l'opinion exprimée par les ministres autrichiens et hongrois, le prince de Bismarck a reconnu à la Russie le droit de réclamer une influence prépondérante en Bulgarie, en raison des sacrifices qu'elle a faits pour affranchir ce pays; et à l'appui de cette appréciation, il soutient en ce moment (avril 1888) à Constantinople l'opposition de la diplomatie russe au maintien du prince Ferdinand à Sophia. Néanmoins, il n'est pas probable que l'Allemagne puisse ne pas venir en aide à l'Autriche, si cette puissance était amenée à s'opposer, par la force, à l'entrée d'un corps d'armée russe en Bulgarie. MM. Kálnoky et Tisza n'auraient point fait entendre en automne 1886, au sein des Délégations, un veto aussi net sans avoir consulté Ber-

lin. M. de Bismarck, en expliquant la publication du traité d'alliance et dans sa lettre récente au comte Kálnoky, à propos de la mort de l'empereur Guillaume, a parlé avec insistance de la communauté d'intérêts qui est la base solide de l'entente des deux empires. Or, il ne peut ignorer que l'Autriche-Hongrie considère l'indépendance de la Bulgarie comme un intérêt vital pour elle. Si le traité d'alliance ne signifie pas que l'Autriche trouverait un appui, quand elle s'opposerait à une occupation russe de la Bulgarie, ce traité serait pour elle de nulle valeur, car il n'est pas à prévoir que la Russie aille envahir les provinces autrichiennes. Si le czar n'a pas mis à exécution les menaces qu'avait fait entendre le général Kaulbars, c'est apparemment parce qu'il sait que l'Autriche ne serait pas, en fin de compte, seule à lui tenir tête.

Comme l'a fait entendre M. Kálnoky, l'Autriche pourrait aussi compter sur l'Italie et même, en certaine mesure, sur l'Angleterre. Certes, le gouvernement anglais n'a signé avec les États de la triple alliance aucun traité et on peut ajouter, je pense, qu'il n'a même pris aucun engagement, parce que l'opinion publique et le Parlement ne veulent pas que l'Angleterre prenne à l'avance une position décidée dans les affaires du continent. Toutefois, plusieurs causes pourraient entraîner l'Angleterre dans le conflit. D'abord, tous les partis sont favorables à l'indépendance de la Bulgarie et opposés par conséquent à une intervention russe. M. Gladstone, sur ce point, approuve complètement l'attitude de lord Salisbury <sup>1</sup>. En second lieu, si les armées russes victo-

<sup>1</sup> Des députés bulgares s'étaient adressés à M. Gladstone pour le prier « d'élever encore une fois, en faveur de la Bulgarie, sa voix si puissante, qui a toujours été écoutée avec tant de respect et de sympathie par la grande nation russe, afin d'éloigner par ses conseils et sa médiation les graves dangers qui menaçaient leur pays et de sauver leur liberté et leur indépendance, dont la conquête avait reçu naguère son noble appui ». M. Gladstone leur répondit par la lettre suivante :

Hawarden-Castle, 7 novembre 1886.

Messieurs,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre appel, me demandant une déclara-

rieuses s'avançaient dans la Péninsule, il est presque certain que la flotte anglaise entrerait dans la mer Noire pour les arrêter. Enfin, si un choc doit avoir lieu tôt ou tard entre la Russie et l'Angleterre, il vaut mieux pour elle combattre le colosse moscovite en Europe que dans les déserts de l'Asie centrale ou dans les gorges de l'Afghanistan.

Les journaux radicaux anglais ont prétendu récemment que l'Angleterre pourrait voir sans crainte et même avec avantage pour son commerce les Russes occuper Constantinople. Cela serait vrai si l'Angleterre se résignait à perdre les Indes ou du moins le passage par le canal de Suez. Mais quel homme d'État anglais oserait préconiser semblable politique? Les Russes établis à Constantinople domineraient l'Asie Mineure et pourraient sans difficulté envoyer à Suez, par terre, une armée assez puissante pour rendre vaine toute résistance. Il s'ensuit que l'Angleterre a un intérêt non moindre que l'Autriche à ne point permettre que la Bulgarie tombe aux mains de la Russie.

N'oublions pas de parler de la Roumanie, qui a été récom-

tion publique relative aux affaires de la Bulgarie, et vous voulez bien rappeler ce que j'ai fait pour cette cause il y a maintenant dix ans. Mes opinions et mes désirs concernant les provinces émancipées ou autonomes de l'empire ottoman ont été toujours les mêmes. Je considère les libertés qu'elles ont obtenues du sultan comme devant être à leur usage et à leur profit et elles ne doivent être ni en tout ni en partie remises à nul autre. Ce fut un acte magnanime de la part du précédent empereur de Russie d'avoir obtenu pour la Bulgarie la liberté soumise à certaines obligations légitimes; mais si les Bulgares devaient être réduits en servitude, la noblesse de cet acte viendrait à disparaître. Je conserve l'espoir que le souverain actuel de la Russie sera fidèle aux traditions qui méritèrent à son regretté prédécesseur un juste tribut d'honneur et de gratitude. Je n'ai pas cru devoir élever ma voix en ce moment, parce que j'ai eu et ai encore la conviction qu'heureusement en Angleterre il n'y a nulle différence d'opinion à ce sujet, et je n'ai aucune raison de croire que ce sentiment du Royaume-Uni n'est pas fidèlement représenté dans les conseils de l'Europe par notre ministre actuel des affaires étrangères.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très dévoué serviteur.

W.-E. GLADSTONE.



pensée de l'utile secours qu'elle avait apporté aux Russes par la perte d'une partie de son territoire. Elle voit clairement que si la Russie occupait la Bulgarie, elle serait entourée de toutes parts et perdrait bientôt son indépendance. Elle ne veut donc plus accorder le passage aux armées russes et c'est pour s'y opposer qu'elle fait en ce moment de Bucharest un immense camp retranché imprenable, sauf par un blocus très prolongé et presque impossible. Qu'il y ait ou non un traité, l'Autriche peut compter sur l'appui très précieux de la Roumanie, car l'intérêt national commande cette entente.

Pour faire face à presque toute l'Europe, la Russie aurait-elle le secours de la France? C'est probable, et l'armée française, si nombreuse, si brave, si bien équipée, suffirait presque pour rétablir l'équilibre. Mais quand et comment la France interviendrait-elle? Si, comme c'est probable, l'Allemagne observe, au début, une neutralité armée et bienveillante pour l'empire austro-hongrois, mais sans prendre part à la lutte, la France ira-t-elle déclarer la guerre à l'Autriche, qu'elle ne peut atteindre que par mer, alors que celle-ci défendrait l'indépendance des peuples affranchis des Balkans, cette cause qui devrait être chère aux Français, comme elle l'est aux Italiens! Il y aurait beaucoup d'hésitations et de temps perdu, et dans cet intervalle le sort de la campagne pourrait se décider.

Heureusement, au moment où j'écris ces lignes, le danger de cet épouvantable conflit que chacun redoute et croit toujours prochain semble s'éloigner. L'empereur de Russie n'est nullement belliqueux, dit-on; il désire sincèrement maintenir la paix. En outre, il doit savoir que si la guerre devait éclater, elle serait « poussée à fond » comme le voulait M. de Bismarck en 1866, pour le cas où l'Autriche n'aurait pas accepté ses conditions. On a même indiqué quelles seraient en cas de victoire complète les exigences de l'Allemagne et de l'Autriche : la Pologne reconstituée dans ses limites anciennes et reconnue indépendante, sous un archiduc autrichien; les provinces baltiques annexées à la Prusse, la Bessarabie, où habitent beaucoup de Roumains, cédée à la Rou-

manie; la Finlande restituée à la Suède et la Russie rejetée ainsi au delà du Dnieper et devenue presque une puissance asiatique. Mais c'est en parlant d'elle qu'on peut dire très justement qu'il ne faut pas vendre ni se partager la peau de l'ours avant de l'avoir abattu.

Sans s'arrêter à discuter ces prévisions lointaines et peut-être chimériques, on ne peut nier que l'avenir en Orient est incertain et menaçant. Que le prince de Cobourg se maintienne à Sophia ou qu'il en soit éloigné par l'abandon de ses sujets ou par une révolte militaire, la question reste entière<sup>1</sup>. La Russie ne veut pas que la Bulgarie échappe définitivement à son influence et l'Autriche ne veut pas que les Russes dominant sur les Balkans. Il n'est qu'une solution qui puisse écarter le danger de guerre, en donnant satisfaction à tous les intérêts : ce serait de réunir, dans une confédération à liens très lâches, et en respectant pleinement les autonomies nationales, la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, la Turquie d'Europe et même la Grèce. Les trois bases essentielles seraient : union douanière, tribunal suprême fédéral pour régler les différends, et secours réciproque en cas d'attaque. Je ne puis croire chimérique cette idée que j'ai développée dans le second volume de mon livre *La Péninsule des Balkans*, car elle a été préconisée depuis longtemps par M. Gladstone et récemment par M. Tisza, le premier ministre de Hongrie, par M. Ristitch, premier ministre de Serbie, et aussi par un éminent musulman hindou, le nawab sir Salar Jung, dans une excellente étude faite sur place de l'état actuel de l'empire ottoman. (*Nineteenth Century*, oct. 1887.)

ÉMILE DE LAVELEYE.

<sup>1</sup> Pour le côté diplomatique de la question, on consultera le travail si consciencieux de M. Rolin-Jaequemyns dans la *Revue de Droit international*, t. XIX (1887), n° 2 : *Documents relatifs à la question bulgare*.